

Appel à projets 2024 Hauts-de-France

« Collectifs locaux d'agriculteurs engagés dans la transition agro-écologique »

Cahier des charges du volet « **groupe 30 000 - Ecophyto** »

(Collectifs engagés dans la réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques)



Modalités de financement et d'animation des groupes

Date limite de dépôt des dossiers : **Mardi 13 mai 2024**

Les dossiers de candidatures sont à déposer directement et **uniquement sur la plateforme demarches-simplifiees.fr** qui sera accessible depuis le site internet de la DRAAF, rubrique appels à projets : [ici](#)

Contacts : pour toute question

- DRAAF : collectifs.draaf-hauts-de-france@agriculture.gouv.fr
- Agence de l'Eau Artois Picardie : Quentin MONFOURNY ; qmonfourny@eau-artois-picardie.fr
- Agence de l'Eau Seine Normandie : Katia LANNUZEL ; lannuzel.katia@aesn.fr

Table des matières

1.	Contexte et enjeux	1
1.1.	Le plan Ecophyto	1
1.2.	Objectif du volet « groupe 30 000 Ecophyto »	1
2.	Quels sont les collectifs et les projets éligibles ?	2
2.1.	Quelle est la durée du projet ?	3
2.2.	Qui peut candidater à l'appel à projets ?	3
3.	Que doit contenir le dossier de candidature ?	3
3.1.	Formulaire à remplir	3
3.2.	Focus sur le diagnostic individuel des exploitations	3
4.	Quels sont les engagements à respecter ?	4
4.1.	Engagements des agriculteurs	4
4.2.	Engagements de l'animateur	4
4.3.	Engagement de la structure porteuse du projet	5
5.	Quels sont les critères de sélection des projets ?	5
6.	Quelles sont les modalités de financement des projets ?	6
7.	Quelles sont les modalités de dépôt et d'instruction des dossiers ?	7
7.1.	Dépôt des dossiers	7
7.2.	Procédure d'instruction et de sélection des dossiers	7
7.3.	Accord de financement et reconnaissance	7
7.4.	Modifications en cours de projet	7
8.	Quelles sont les modalités de suivi des projets et de capitalisation des résultats des expériences des groupes 30 000 ?	8
8.1.	Réalisation d'un bilan annuel et suivi des indicateurs du projet	8
8.2.	Articulation avec les diagnostics	9
8.3.	Capitalisation des résultats et expériences	9
9.	En cas de réengagement d'un groupe 30 000	10

1. Contexte et enjeux

1.1. Le plan Ecophyto

Le plan Ecophyto est la traduction française de la directive 2009/128 qui impose aux Etats membres de fixer des objectifs chiffrés de réduction de risques et impacts liés aux produits phytopharmaceutiques et de déterminer les moyens appropriés d'y parvenir.

Le plan Ecophyto II, publié en octobre 2015, renouvelé en 2018 dans sa version II+, réaffirme l'objectif de réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques avec comme cible :

- - 25% fin 2020 reposant sur la généralisation et l'optimisation des systèmes de production économes et performants actuellement disponibles ;
- - 50 % d'ici 2025 grâce à des mutations plus profondes des systèmes de production et des filières.

L'un des défis majeurs des plans Ecophyto successifs est de diffuser auprès du plus grand nombre d'agriculteurs les techniques et systèmes agronomiques économes et performants éprouvés.

1.2. Objectif du volet « groupe 30 000 Ecophyto »

Les groupes « 30 000 » (instaurés en 2016 dans le cadre du plan Ecophyto II) sont des collectifs d'agriculteurs mettant en œuvre des changements de pratiques, **dans une démarche centrée sur la réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques.**

La dénomination « 30 000 » s'explique par l'objectif national du plan Ecophyto II (action n°4) de multiplier par 10 le nombre de fermes engagées dans la transition vers l'agro-écologie à bas niveau de produits phytopharmaceutiques (3000 fermes DEPHY en France objectif de 30 000 fermes).

Les groupes « 30 000 » sont construits **dans une logique de transfert et de diffusion de pratiques vertueuses** qui ont fait leur preuve au sein des réseaux existants, notamment celui des fermes DEPHY.

Ainsi, l'objectif du présent appel à projets est de reconnaître et d'accompagner financièrement sur **une durée de 3 ans** les collectifs d'agriculteurs déjà structurés qui s'engagent dans :

- un **projet pluriannuel** d'évolution de leurs pratiques agricoles par des techniques plus **vertueuses** et ayant fait leur **preuve**,
- une **réduction significative** l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, tout en restant performants économiquement ;
- le recours à **d'autres pratiques agro-écologiques**, avec un suivi de leurs impacts sur l'IFT (Indice de Fréquence de Traitement).

Il ne concerne pas les groupes non constitués et sans projet structuré. Pour de tels projets, vous pouvez vous reporter **au volet « émergence de groupes »** de cet appel à projet.

Si le projet développe **des thématiques agro-écologiques plus variées** (en plus de celle de la réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques) et vise la **reconception de l'ensemble du système d'exploitation**, vous pouvez **explorer la piste « GIEE »** (Groupement d'intérêt économique et environnementaux) en vous reportant au volet dédié de cet appel à projet.

2. Quels sont les collectifs et les projets éligibles ?

Les approches globales abordant l'ensemble du système d'exploitation sont une clé d'entrée déterminante dans la réduction significative d'utilisation des produits phytopharmaceutiques.

La taille du collectif attendue doit être comprise entre **8 et 25 exploitations agricoles**, pour faciliter l'animation et les échanges dans le groupe.

Toutefois, si la taille du collectif est différente, celle-ci devra être argumentée dans le dossier de candidature, et restera à l'appréciation du comité de sélection.

Les exploitations du collectif seront identifiées nominativement dans le dossier.

Ces collectifs peuvent notamment être issus de groupes existants tels que :

- des Groupes d'Études et de Développement agricole (GEDA) ;
- des Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA) ;
- des Centres d'Études Techniques Agricoles (CETA) ;
- des associations ou syndicats ;
- des GIEE reconnus ou en cours de reconnaissance.

Articulation avec les réseaux et autres groupes d'agriculteurs :

Afin de faciliter la création de nouveaux groupes et d'éviter les doubles financements, le collectif qui se met en place ne pourra pas comporter dans son effectif plus de 25% d'exploitations déjà engagées dans un réseau DEPHY ferme, dans un groupe « 30 000 » ou dans un autre GIEE.

Afin de les aider à atteindre leurs objectifs de réduction de produits phytopharmaceutiques, ces groupes doivent **obligatoirement être accompagnés par un animateur d'une structure d'accompagnement** identifiée comme telle dans le dossier de candidature (pour notamment l'animation et/ou l'appui technique de leur projet).

Des **partenaires** peuvent utilement être mobilisés.

Peuvent être identifiés comme **structure d'accompagnement et/ou comme partenaires** :

- les organismes de développement agricole ;
- les acteurs des filières économiques agricoles, tels que :
 - o les coopératives, négociants, organismes de collecte ;
 - o les structures de transformation et commercialisation des productions ;
 - o les industries agro-alimentaires ;
- les collectivités territoriales et/ou syndicat mixte ;
- les établissements d'enseignement et de formation agricole, notamment leurs exploitations agricoles ;
- d'autres structures ou personnes compétentes non mentionnées ci-dessus et ayant la capacité d'animer un collectif.

Point de vigilance (évolution réglementaire):

En application de la loi du **1^{er} janvier 2021 sur la séparation de la vente et du conseil**, les organismes qui disposent **d'un agrément « vente »** en 2024 **ne peuvent plus candidater** pour animer les actions d'un collectif liées à la **réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques** (groupes DEPHY et « 30 000 »). Toutefois, ils **peuvent accompagner** un collectif travaillant sur cette thématique **mais devront faire appel à une structure externe pour l'animation**.

Par ailleurs, ils pourront continuer à candidater au volet GIEE dans la mesure où leur projet ne porterait pas essentiellement sur la réduction des produits phytopharmaceutiques.

2.1. Quelle est la durée du projet ?

Le projet doit être mis en œuvre sur une durée de **3 ans minimum**. Cependant, l'intervention financière des agences de l'eau ne pourra couvrir une période supérieure à 3 ans.

2.2. Qui peut candidater à l'appel à projets ?

Le porteur de projet identifié dans le dossier doit être doté d'une personnalité morale et disposer d'un numéro de SIRET.

Il peut s'agir, selon les cas, soit du collectif d'agriculteurs (s'il est structuré juridiquement), soit de la structure d'accompagnement.

Pour les groupes 30 000, il n'y a donc pas d'obligation pour le collectif d'agriculteurs d'être doté d'une personnalité morale (association, syndicat...) : les financements éventuels seront versés directement à la structure d'accompagnement dans ce cas.

3. Que doit contenir le dossier de candidature ?

3.1. Formulaire à remplir

Le dossier sera présenté à partir d'un formulaire Excel téléchargeable sur la plateforme Mes démarches-simplifiées.fr (Lien accessible depuis le site de la [DRAAF](#)).

Ce formulaire comprend **8 onglets à renseigner** par la structure candidate :

- ✓ *Onglet 1* – Demandeur : présentation de la structure porteuse et de l'animation;
- ✓ *Onglet 2* – Présentation projet et territoire : présentation du collectif, du territoire et du projet;
- ✓ *Onglet 3* – Liste des exploitations : liste des exploitations impliquées dans le projet et leurs caractéristiques principales;
- ✓ *Onglet 4* – Leviers mobilisés : leviers qui seront mobilisés dans le projet pour réduire l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;
- ✓ *Onglet 5* – IFT et indicateurs : objectifs liés à la réduction des produits phytopharmaceutiques et situation initiale des exploitations;
- ✓ *Onglet 6* – Plan d'actions
- ✓ *Onglet 7* – Budget prévisionnel et plan de financement
- ✓ *Onglet 8* – Pièces à joindre : des modèles d'attestations (lettres d'engagements, attestations liées à la capitalisation ...) sont présentés **en annexes** du cahier des charges

NB : Il est à souligner que depuis 2022 le contrat d'engagement républicain est obligatoire pour les associations recevant des subventions publiques.

La DRAAF peut, le cas échéant, demander des pièces ou éléments complémentaires.

Seuls les dossiers complets comportant les éléments et les pièces attendus sont recevables en vue de leur instruction.

3.2. Focus sur le diagnostic individuel des exploitations

Un diagnostic global de durabilité individuel sera réalisé pour chaque exploitation du groupe et sera fourni au dépôt du dossier.

En effet, les diagnostics doivent permettre de déboucher sur des objectifs individuels de réduction d'usage des produits phytopharmaceutiques et sur des moyens concrets à mobiliser dans le cadre de ce projet, au regard des différentes problématiques sur l'exploitation.

Toutefois, si la phase de diagnostic n'est pas totalement finalisée pour l'ensemble du groupe, un délai de quelques mois (6 maximum) peut être laissé pour fournir les diagnostics manquants.

Si la phase de diagnostic préalable n'a pas démarré, la réponse à ce volet « groupes 30 000 » semble prématurée. Il convient plutôt d'explorer la piste « groupes émergents » qui fait l'objet d'un autre volet de cet appel à projet.

La méthode de diagnostic est laissée libre à l'animateur mais devra être identique pour tous les agriculteurs du groupe et précisée dans le dossier.

Tout diagnostic réalisé depuis moins de 2 ans demeure valable si aucun changement majeur n'est intervenu au sein de l'exploitation.

Il est possible de se référer à un [vade-mecum](#) (non exhaustif) des méthodes de diagnostics et de certifications à l'usage des exploitations agricoles et des ateliers technologiques (validé par le RésoThem de l'enseignement agricole depuis avril 2021).

Pour aller plus loin, la **fiche 3 : « quelques liens utiles »** mentionne d'autres ressources à disposition.

4. Quels sont les engagements à respecter ?

4.1. Engagements des agriculteurs

Les agriculteurs du groupe s'engagent à :

- ✓ intégrer l'ensemble de l'atelier de culture concerné dans le projet ;
- ✓ participer activement aux échanges de pratiques au sein du groupe et aux actions mises en place dans le projet afin de contribuer à l'atteinte des objectifs ;
- ✓ faire vivre le collectif et partager au-delà du groupe les expériences et bonnes pratiques ;
- ✓ réaliser en amont du projet un diagnostic global d'exploitation choisi par le groupe ;
- ✓ mettre à disposition de l'animateur les données de l'exploitation pour le suivi annuel du projet et la capitalisation des résultats et expériences, notamment pour la remontée des indicateurs (*Onglet 5 – IFT et indicateurs, du dossier de candidature*). Celles-ci seront anonymisées dans le rendu à la DRAAF.

4.2. Engagements de l'animateur

L'animateur du projet s'engage à :

- ✓ accompagner et animer le collectif tout au long du projet et mettre en œuvre le **plan d'actions** ;
- ✓ capitaliser les résultats et expériences du groupe, en calculant les indicateurs pour chaque exploitation agricole de son groupe et en établissant une synthèse des actions menées dans l'année ;
- ✓ transmettre **annuellement à la DRAAF** via la synthèse des actions menées dans l'année ainsi que les données et indicateurs de suivi définis dans le projet ; Ces éléments seront saisis via un **fichier Excel** (cf. *Onglet 5 du dossier de candidature*), les données individuelles des exploitations pouvant être anonymisées ;
- ✓ participer aux événements organisés en région (journées d'échanges...) et contribuer aux actions de capitalisation des résultats du réseau des groupes 30 000, coordonnés par le réseau des chambres d'agriculture ;
- ✓ informer la DRAAF et l'agence de l'eau concernée de **toute modification** intervenant en cours du projet (évolution du groupe, réorientation de certaines actions...).

4.3. Engagement de la structure porteuse du projet

La structure porteuse s'engage à :

- ✓ veiller à la bonne réalisation du projet et au bon fonctionnement du groupe ;
- ✓ assurer le suivi et la gestion administrative et financière du dossier ;
- ✓ mettre à disposition les résultats et expériences utiles au-delà du groupe (via un organisme de développement agricole de son choix, pouvant être la structure d'accompagnement). L'organisme de développement agricole destinataire des données doit s'engager à participer et à alimenter le processus de capitalisation des résultats des groupes 30 000 coordonné par le réseau des chambres d'agriculture (attestations liées à la capitalisation à remplir en **annexe 4**) ;
- ✓ tout au long du projet, transmettre à la Chambre régionale d'agriculture les documents, livrables liés à l'avancement du projet ainsi que les informations sur les événements organisés par le groupe (journée porte-ouverte...) pour qu'ils soient diffusés sur le blog régional Ecophyto Hauts-de-France et sur le site national collectifs-agroécologie.fr
- ✓ à l'issue du projet, transmettre à la DRAAF et à l'agence de l'eau concernée **un bilan final** comprenant :
 - un **bilan global** du projet reprenant *a minima* les éléments annuels et les autres indicateurs pertinents définis par le collectif, ainsi qu'un bilan qualitatif permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs ;
 - une **plaquette-bilan synthétique (4 pages maximum)** reprenant les objectifs du projet, les actions réalisées et les résultats obtenus. Ce document a vocation à être diffusé par les services de l'État et les agences de l'eau afin de valoriser les actions des groupes "30 000" dans le cadre du plan Ecophyto. Il sera également publié sur le blog régional Ecophyto Hauts-de-France et le site national collectifs-agroecologie.fr.
- ✓ transmettre à l'agence de l'eau concernée un compte-rendu final d'exécution financière du projet accompagné des pièces justificatives (factures acquittées...) selon les modalités qui seront précisées dans la convention financière ;
- ✓ apposer les logos "Ecophyto – 30 000" et de l'agence de l'eau concernée sur les supports de communication et les livrables prévus ;
- ✓ transmettre, à la réception de la décision de financement, les éléments constitutifs de la fiche descriptive du groupe (comprenant un résumé, un descriptif du projet et une photo libre de droits représentative du collectif)

5. Quels sont les critères de sélection des projets ?

Les **critères de sélection** qui seront examinés lors du comité de sélection sont :

- Ambition agro-écologique du projet avec une approche systémique, notamment avec un axe prioritaire traitant de la réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques ;
- Mesure de la dynamique collective du groupe ;
- Inscription dans une démarche territoriale et partenariale ;
- Pertinence des modalités d'accompagnement collectives et individuelles ;
- Pertinence technique des actions prévues par rapport aux objectifs et les problématiques du projet ;
- Qualité et pertinence du dispositif de suivi proposé (notamment indicateurs) ;

- Qualité et pertinence du dispositif de capitalisation et de diffusion des résultats (notamment livrables attendus et retour d'expériences) ;
- Qualité et cohérence générale du dossier.

En complément, **les projets répondant à ces critères d'appréciation pourront obtenir une bonification financière** :

- ✓ Caractère innovant et/ou exemplaire du projet proposé ;
- ✓ Projet visant l'un des objectifs prioritaires suivants :
 - mise en place de mesures de protection des captages prioritaires d'eau potable (gestion qualitative de l'eau) ;
 - réduction importante, voire suppression, du recours aux herbicides (dont le glyphosate) ;
 - implication des filières les plus représentatives de la région et les plus consommatrices de produits phytopharmaceutiques ;
 - déploiement de mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques à proximité des zones d'habitations ;
- ✓ Mobilisation des acteurs de l'aval dans une logique de filière (coopératives, négoce, organismes collecteurs, industries agro-alimentaires de première transformation, ...) ;
- ✓ Projet en lien avec un autre groupe existant (GIEE, DEPHY FERME, groupe « 30 000 ») ;
- ✓ Projet mobilisant les établissements d'enseignement et de formation agricole, notamment leurs exploitations ;
- ✓ Composition du collectif favorisant la mixité entre les exploitations conventionnelles et celles pratiquant l'agriculture biologique ou projet travaillant sur la réduction de l'usage des produits phytopharmaceutiques en agriculture biologique ;

Exemple de grille de notation en annexe 8.

6. Quelles sont les modalités de financement des projets ?

Le financement des groupes 30 000 est assuré par les agences de l'eau Artois Picardie ou Seine Normandie, en fonction de la localisation du projet.

NB : Bien que l'appel à projets soit commun pour toute la région, les règles de financement (taux d'aide, plafonds, forfaits journaliers, assiettes éligibles) peuvent différer entre les bassins selon les règles d'intervention propres à chaque agence dans le cadre de leur 11^{ème} programme d'intervention et des délibérations en vigueur.

→ Pour en savoir plus sur les modalités de financement de chacune des agences, veuillez-vous référer au guide financier de l'appel à projet.

7. Quelles sont les modalités de dépôt et d'instruction des dossiers ?

7.1. Dépôt des dossiers

Les candidatures sont à déposer directement et uniquement sur la plateforme demarches-simplifiees.fr dont le lien sera accessible depuis le site internet de la [DRAAF](#), rubrique appels à projets.

Les candidatures reçues via un autre moyen ne seront pas prises en compte.

7.2. Procédure d'instruction et de sélection des dossiers

Les dossiers reçus sont instruits par la **DRAAF pour vérifier leur complétude.**

Un accusé de réception de dossier complet est transmis au porteur du projet à réception des pièces et compléments éventuels demandés.

La DRAAF transmet alors les dossiers recevables aux membres du comité de sélection unique « collectifs locaux d'agriculteurs » et organise une réunion dudit comité en vue de classer les dossiers selon les critères de sélection.

Tout membre du comité impliqué dans un projet ne participera pas à son examen.

Le **comité de sélection** examine les dossiers et sélectionne les projets à reconnaître et à soutenir, dans la limite des enveloppes financières disponibles. Le cas échéant, il peut orienter le demandeur vers une autre solution de financement pour les différentes actions prévues par le collectif.

7.3. Accord de financement et reconnaissance

Les projets retenus en comité de sélection font ensuite l'objet d'une instruction complémentaire sur le volet financier par les agences de l'eau desquelles ils dépendent.

Ils sont ensuite présentés pour décision aux instances décisionnelles (commission des aides) des agences concernées au plus tard dans le courant du dernier trimestre 2024.

Les agences de l'eau notifient ensuite leur décision financière et conventionnent directement avec les porteurs de projets.

L'accord de financement vaut reconnaissance en tant que groupe « 30 000 - Ecophyto ».
--

7.4. Modifications en cours de projet

Toute modification du collectif ou du projet devra faire l'objet d'une information auprès de la DRAAF et de l'agence de l'eau concernée par écrit.

Celles-ci vérifient que ces modifications ne remettent pas en cause le financement et la reconnaissance du projet.

En cas de non-respect des obligations des parties prenantes du projet, la reconnaissance pourra être retirée et le financement pourra être remis en cause, selon les termes de la convention.
--

8. Quelles sont les modalités de suivi des projets et de capitalisation des résultats des expériences des groupes 30 000 ?

8.1. Réalisation d'un bilan annuel et suivi des indicateurs du projet

Dans le cadre du suivi des groupes « 30 000 - Ecophyto », l'animateur du groupe **collecte annuellement** dans chaque exploitation tout au long du projet plusieurs indicateurs (listés ci-dessous). Ils seront à saisir dans le fichier Excel transmis à l'animateur une fois le projet validé. **Ils sont à fournir obligatoirement lors du dépôt du projet.**

Des indicateurs nationaux **obligatoires** :

- ✓ **la surface agricole utile (SAU)** du ou des ateliers de culture concerné(s) par le projet (pour rappel, les exploitations doivent engager la totalité de la SAU du ou des ateliers concernés) ;
- ✓ **les leviers mobilisés** par le groupe ;
- ✓ **les IFT (Indicateurs de fréquence de traitements) « herbicides », « hors herbicides » et « biocontrôle » annuels** sont à calculer :
 - pour l'année dite de référence correspondant à l'année « zéro » (= point de départ). A titre comparatif et pour aider les exploitations à se situer dans leurs pratiques, les valeurs d'IFT de références régionales sont présentées en **annexe 7**.
 - à l'échelle du groupe et de chaque exploitation, sur la totalité des surfaces de l'atelier impliqué dans le projet (par culture concernées), avec un mode opératoire identique pour tous les exploitants.
 - ou peuvent également être suivis à l'échelle de l'exploitation, notamment pour les projets portant sur les grandes cultures et ne ciblant pas un type de production particulier ;

Cas particulier : si le groupe travaille sur la réduction voire la suppression du glyphosate, dans ce cas, l'IFT « glyphosate » est obligatoire.

Ainsi, pour résumer sont à fournir :

- nombre d'exploitations
- SAU totale
- SAU correspondant à l'atelier de cultures
- les IFT de référence du groupe (année « zéro »)
- objectifs de réduction des IFT en fin de projet
- leviers identifiés dans le projet

À remplir pour le groupe la **1^{ère} année**

- SAU de l'atelier de culture
- les IFT de référence (année « zéro »)
- objectifs de réduction des IFT

À remplir pour chaque exploitation la **1^{ère} année**

- les IFT de l'année culturale
- leviers actionnés par exploitation
- charges en intrants phytosanitaires (en €/ha)

À remplir pour chaque exploitation **chaque année**

- ✓ **3 indicateurs de résultats aux choix du groupe** permettant d'évaluer les performances économiques, environnementales et sociales des exploitations impliquées dans le projet. Ils ont vocation à être définis avec le collectif et doivent être identiques pour chaque exploitation et pour toute la durée du projet. **Ils sont directement liés aux objectifs du projet en terme de triple performance.**

Pour résumer, quatre indicateurs obligatoires sont attendus :

- 1 relatif à la performance économique
- 2 relatifs à la performance environnementale
 - => 1 libre
 - => 1 imposé : IFT (« herbicides », « hors herbicides » et « biocontrôle »)
- 1 relatif à la performance sociale

Si le groupe travaille sur la réduction voire la suppression du glyphosate, dans ce cas l'IFT « glyphosate » sera le 5^{ème} indicateur obligatoire (relatif à la performance environnementale).

Voir également la fiche 2, « indicateurs, définitions et caractéristiques » qui précise comment bien les définir et donne quelques exemples.

8.2. Articulation avec les diagnostics

Cependant, les diagnostics sont très utiles dans le choix de certains indicateurs. Ces derniers pouvant être finalisés au plus tard 6 mois après la validation du projet (cf paragraphe 3.1) il est possible de modifier ces indicateurs dans ce délai.

A NOTER ! Le temps passé par la structure d'accompagnement pour le calcul des indicateurs est une dépense éligible, plafonnée à 1 jour/ exploitation/ an.

8.3. Capitalisation des résultats et expériences

Dans une optique de diffusion et de valorisation au-delà du groupe, les porteurs de projets « 30 000 » sont tenus, comme les GIEE, de **mettre à disposition leurs résultats et leurs expériences utiles** à au moins un **organisme de développement agricole** de leur choix. Celui-ci peut être la structure d'accompagnement ou d'animation du groupe.

L'organisme de développement agricole destinataire des données doit s'engager à participer et à alimenter le processus de capitalisation des résultats des 30 000 coordonné par le réseau des chambres d'agriculture.

Ces engagements sont formalisés dans le dossier de candidature via les attestations liées à la capitalisation (**en annexe 4**).

La coordination des actions menées en vue de la capitalisation et de la diffusion des résultats obtenus des 30 000 est assurée par :

- la Chambre régionale d'agriculture Hauts-de-France, sous le contrôle du préfet de région et du président du Conseil régional,
- l'APCA (Assemblée permanente des Chambres d'agriculture) au niveau national (Chambre d'agriculture France), sous le contrôle du ministre chargé de l'agriculture.

Le programme et le déroulement des travaux de coordination menés par la chambre régionale d'agriculture sont soumis à l'avis de la formation spécialisée de la COREAMR (Commission Régionale de l'Économie Agricole et du Monde Rural) ou de la CAE (Commission Agro-Ecologique).

NB :

- le plan de financement du projet devra comprendre a minima une action liée à la capitalisation des résultats et prévoir un livrable/document de synthèse pour valoriser les résultats du groupe ;

- les documents et livrables mettant en valeur le collectif seront mis en ligne sur le [blog régional Ecophyto](#) ainsi que sur le site des [collectifs agro-écologiques](#).

9. En cas de réengagement d'un groupe 30 000

Cela concerne notamment le cas des **groupes ayant déjà été reconnus** par le comité des financeurs Ecophyto durant 3 ans, **et, souhaitant poursuivre leurs travaux** dans le cadre du plan Ecophyto 2⁺ :

- ✓ un **nouveau dossier de candidature à la reconnaissance est obligatoire**, la reconnaissance n'est pas reconductible de fait ;
- ✓ le **nouveau projet du groupe devra s'articuler avec le précédent** avec un niveau d'ambition supérieur dans le changement de pratiques et les objectifs . Un « bilan 3 ans » réalisé à la fin de la 1ère reconnaissance servira de base. Pour ce faire, il faut *se référer notamment aux obligations particulières définies dans la convention d'aides des agences de l'eau* ;
- ✓ si le projet mobilise la même catégorie de leviers que le projet précédent, le **niveau d'ambition minimum exigé est celui de la substitution aux produits phytopharmaceutiques** (voir [lien](#) spécifique au site [ecophytopic.fr](#)) par référence aux 3 niveaux d'évolution des pratiques utilisés en agro-écologie (ESR : efficacité – substitution- reconception). Le nouveau projet devra donc être basé sur le recours aux techniques alternatives aux produits phytopharmaceutiques. ;

A ce titre, en supplément du nouveau dossier de reconnaissance à déposer, le porteur de projet devra répondre à **trois questions spécifiques** sous l'application « Démarches simplifiées » :

- en quoi le projet a besoin de se renouveler ?
- quel sera le niveau d'ambition de la nouvelle candidature ?
- situez votre projet sur l'échelle ESR utilisée pour qualifier le degrés de changement de pratiques. Expliquer les moyens que le groupe se donne pour y parvenir.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Lettre d'engagement de la structure porteuse

ANNEXE 2 : Lettre d'engagement individuel des agriculteurs au groupe « 30 000 » Ecophyto

ANNEXE 3 : Lettre d'engagement de l'animateur du projet

ANNEXE 4 : Attestations liées à la capitalisation (personne morale candidate au groupe 30 000 et organisme de développement agricole chargé de la capitalisation).

ANNEXE 5 : Formulaire Cerfa 12156*5 relatif aux demandes de subventions (pour les associations loi 1901 uniquement)

ANNEXE 6 : Contrat d'engagement républicain relatif aux demandes de subventions (pour toutes les associations demandant une subvention publique)

ANNEXE 7 : Références régionales IFT des Hauts-de-France

ANNEXE 8 : Exemple de grille d'évaluation